

# « Non, le Cham ne fermera pas ! »



UNIS. De gauche à droite : Walid Nicola (chef de pôle au Cham), Didier Poillerat (directeur), Jean-Luc Brémont (chirurgien et vice-président du conseil médical du Cham) et Jean-Pierre Door, député-maire (LR) de Montargis.



PROJET. Le bloc opératoire du centre hospitalier doit être modernisé et agrandi d'ici 2020. ARCHIVES

## Le regroupement des hôpitaux loirétains autour du CHR Orléans-La Source ne signe pas l'arrêt de mort du Cham, qui, selon la direction, va toujours de l'avant.

Jean-Baptiste Dos Ramos  
jean-baptiste.dosramos@centrefrance.com

Il n'y a pas de danger quant à la survie du Centre hospitalier de l'agglomération montargoise (Cham) à Amilly. Pas plus que de le voir pratiquer bientôt une médecine au rabais. C'est le message qu'ont tenu à faire passer, lors d'un point presse hier matin, plusieurs cadres de l'établissement. Didier Poillerat, le directeur ; Jean-Luc Brémont (chirurgien et vice-

président du conseil médical d'établissement) et Walid Nicola, chef du pôle Uria (urgences, réanimation, imagerie, anesthésie) étaient réunis autour du député-maire (LR) de Montargis Jean-Pierre Door.

Depuis l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet des Groupements hospitaliers de territoire (GHT), l'un des piliers de la loi santé de la ministre Marysol Touraine, l'inquiétude plane autour du Cham.

Ces GHT prévoient une coopération entre les établissements publics à l'échelle d'un territoire, avec l'objectif de garantir aux patients un meilleur accès aux soins, autour d'un projet médical commun.

En ce qui concerne le Loiret, l'Agence régionale de santé, qui a la charge de ce découpage des territoires, a décidé qu'il n'y aurait qu'un seul GHT dans le département, autour du centre hospitalier régional (CHR) Orléans-La Source.

Alors que la maternité de Pithiviers vient d'être condamnée à disparaître, certains voient dans cette annonce la mise en

sursis de l'hôpital de Montargis. C'est ainsi qu'une pétition intitulée « Sauvons le centre hospitalier de Montargis » a été lancée sur papier et sur Internet. Les pétitionnaires comptaient alerter sur le risque de désertification hospitalière dans l'est du Loiret.

Ce mouvement, s'il exprime l'attachement des citoyens à leur hôpital, a incité les cadres du Cham à prendre la parole, avant que « le tourbillon médiatique ne déclenche une spirale négative », comme a expliqué le directeur Didier Poillerat.

« Non, le Cham ne fermera pas. Le Cham ne va pas réduire son activité, il va la développer », annonce Didier Poillerat, citant pêle-mêle les différents projets de l'établissement, ceux en gastro-entérologie et urologie, l'arrivée d'un spécialiste en oncologie en septembre, l'agrandissement des urgences et la rénovation du bloc opératoire d'ici trois ans : « Évidemment, chacun est libre de choi-

sir, mais selon moi les habitants peuvent et doivent se faire soigner à Montargis. On ne va pas baisser les bras ».

Alors que les hôpitaux de Gien et Pithiviers ont déjà pris la décision de rallier Orléans, le Cham, esseulé, devra se résoudre à coopérer, pour tirer le meilleur du futur projet médical.

### J.-P. Door : « On met la charrue avant les bœufs »

Jean-Pierre Door, quant à lui, prend acte de la création de ces GHT car « c'est la loi ». Il en fustige en revanche les modalités : « Si la mutualisation des achats, de l'informatisation, de la formation des personnels ne choque pas, il est totalement aberrant de définir, aujourd'hui, un périmètre géographique et de reporter à une année le projet médical. On met la charrue avant les bœufs. [...] Le Cham, malgré cette réforme, doit être un pôle de référence de l'est du Loiret ». ■